

Crise de la dette

L'Espagne est condamnée à gagner du temps

Quel remède pour sauver l'économie espagnole? Une question qui vaut des milliards

Olivier Wurlod

Comment l'Espagne peut-elle s'en sortir sans l'aide de la Banque centrale européenne (BCE)? «Elle ne le peut pas.» Sur ce point-là, les économistes sont unanimes. L'Espagne devra passer par les vannes à liquidité de la Banque centrale et du fonds de secours européen. Des éclaircissements sont attendus aujourd'hui même, à l'occasion de la réunion mensuelle de la BCE.

Pourtant, hier encore, son chef du gouvernement, Mariano Rajoy, se permettait un simple «non» en réponse à la question des journalistes sur un sauvetage imminent de son économie. «L'Espagne ne veut pas d'une situation à la grecque, avec la troïka qui viendrait lui dicter sa politique fiscale, explique Samy Chaar, stratège chez Lombard Odier. Le gouvernement est certainement en train de négocier les conditions de cette aide. Nous devrions aboutir à une forme de compromis qui impliquerait des efforts supplémentaires, mais permettrait à l'Espagne de conserver sa souveraineté fiscale.»

Tous les feux ne sont donc de loin pas encore verts pour venir au secours de la quatrième économie de la zone euro. D'ailleurs, *Libération* expliquait hier comment l'Allemagne, le premier pompier des pays du Sud, fait actuellement pression pour retarder cette échéance. «L'Espagne va très bien... Ce dont elle manque, c'est de la confiance des marchés», dramatisait encore ses derniers



«Un fédéralisme fiscal européen: une solution politiquement inimaginable pour le gouvernement Merkel»

Alix Bhend-Lambin, stratège chez Lombard Odier



«Le remède (les mesures d'austérité) est en train de tuer le patient»

Samy Chaar, stratège chez Lombard Odier

jours Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances.

Quoi qu'il en soit, sur le marché obligataire secondaire, le rendement de l'emprunt espagnol à dix ans diminuait pour la quatrième séance d'affilée. Une relative bonne nouvelle pour le gouvernement Rajoy, qui va frapper aujourd'hui à la porte des banques en quête d'argent frais.

L'échec de l'austérité

Au-delà de cette seule question de gain de temps, le problème s'avère bien plus profond. Il concerne essentiellement les politiques d'austérité mises en place par l'Espagne et les autres pays européens. Pour Samy Chaar, cette mesure conventionnelle est inadaptée au vu de la taille des problématiques d'endettement, puisque, au moment où l'ensemble des acteurs privés essaient de se désendetter, l'acteur public, par des mesures d'austérité, contraint encore davantage la croissance domestique. «Regardez la Grèce, la situation fiscale est pire aujourd'hui qu'avant la mise en place de toutes les mesures d'austérité. Le remède est en train de tuer le patient.»

En sera-t-il de même pour l'Espagne? C'est fort probable. Quel remède alors? Le professeur en économie de l'IMD Arturo Bris évoque certaines pistes, dont la privatisation de certains secteurs, ainsi qu'un changement d'état d'esprit. «Avant tout, il faut un changement de cette culture espagnole habituée aux subsides et soutiens gouvernementaux. Les Espagnols doivent comprendre que la santé, l'éducation, les autoroutes ou encore l'électricité ont un prix.»

L'idée d'une péréquation financière, à l'image de celle qui a cours en Suisse, fait aussi son che-

min. «Selon certains économistes européens, pour que les Etats surendettés puissent s'en sortir, une aide des pays solides est indispensable sous la forme d'un fédéralisme fiscal européen. C'est la condition sine qua non d'une pérennité de la zone euro. Sans, c'est difficile d'entrevoir la survie de la zone euro, relève Alix Bhend-Lambin, stratège chez Lombard Odier. Cela signifierait pour des pays comme la France et principalement l'Allemagne d'apporter un soutien économique «permanent» aux pays surendettés. Une solution politiquement inimaginable pour le gouvernement Merkel, déjà sous forte pression.»

Le remède prend aujourd'hui la forme peu conventionnelle d'une création illimitée de monnaie, à l'exemple de ce que fait la FED, la Banque du Japon, la BCE, voire même la BNS dans sa lutte pour maintenir le cours plancher entre le franc suisse et l'euro. Mais cette création monétaire est accompagnée du risque appuyé de voir une nouvelle bulle d'actifs se créer, car elle produit inévitablement de l'inflation. «Il y a deux sortes d'inflation, la réelle avec les prix des biens de consommation qui augmentent, peu probable à ce stade, et la monétaire qui se caractérise par une hausse artificielle du prix des actifs, comme on le constate depuis ces derniers mois», explique Samy Chaar.

L'autre remède moins conventionnel serait d'aboutir à une restructuration organisée et un assainissement contrôlé du système économique, mais avec le risque concret de voir de nouvelles banques, par exemple, faire faillite.

Si les inconnues restent nombreuses sur le remède à adopter, la certitude des économistes est que la crise de la dette sera longue et ne se résoudra pas sans casse.

Le point de vue

Par Yves Flückiger*



L'inégalité des sexes face au chômage

Une étude récente de l'Office fédéral de la statistique (OFS) montre que le taux de chômage des femmes est supérieur à celui des hommes. Cet écart persistant est assez faible (0,3 point de pourcentage) si on le mesure à l'aune des personnes inscrites auprès d'un office régional de placement.

L'écart est cependant plus important (1 point) selon les normes du BIT (Bureau international du travail), fondées sur toutes les personnes à la recherche d'un emploi, qu'elles soient inscrites ou non. La divergence entre ces deux statistiques est instructive. Elle prouve tout d'abord que les hommes en recherche d'emploi s'inscrivent plus fréquemment au chômage que les femmes. Sachant que l'inscription auprès d'un ORP est une condition pour obtenir une indemnité, cela signifie qu'une proportion non négligeable de femmes sans emploi ne perçoit aucune prestation de l'assurance!

Cela peut certes provenir du fait que certaines d'entre elles n'y ont pas ou plus droit. Mais cela est aussi dû au fait que nombre de chômeuses y renoncent, notamment lorsqu'elles vivent avec un partenaire en emploi!

Une forme d'anachronisme bien helvétique, sachant que les indemnités constituent un droit lié aux cotisations individuelles et non pas à la situation familiale! Cette différence de taux de chômage suscite encore d'autres questions. Est-elle due également au fait que les entreprises licencient les femmes avant les hommes en cas de difficultés conjoncturelles? Ou engagent-elles de préférence des hommes en cas de reprise, ce qui aurait pour

«Une forme d'anachronisme bien helvétique»

effet de creuser des inégalités en termes de durée de chômage? Ou ces différences sont-elles simplement le reflet des disparités de formation ou d'expérience professionnelle, les femmes suisses connaissant, aujourd'hui encore, des interruptions de carrière plus fréquentes que les hommes?

Autant de questions qui ouvrent le champ à de nouvelles études!

* Professeur à l'Université de Genève

Les marchés boursiers

Indices boursiers

INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.*
SPI	6103.79	-0.18%	Stoxx 50	2544.96	+0.03%
SMI	6604.44	-0.14%	Dow Jones	13494.61	+0.09%
CAC 40	3406.02	-0.24%	Nasdaq	3135.23	+0.49%
FT 100	5825.81	+0.28%	Nikkei	8746.87	-0.45%
Xetra DAX	7322.08	+0.22%	Shanghai comp.	fermée	
Euro Stoxx 50	2492.48	-0.04%	Bovespa	58627.33	-1.00%

*VAR = Variation par rapport à la veille

SMI (Swiss Market Index)

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
ABB Ltd N	17.98	-0.1	+15.7	Richemont P	57.95	-1.2	+36.7
Actelion N	48.40	0.0	+60.9	Roche BJ	179.50	0.0	+24.0
Adecco N	46.19	-1.2	+30.6	SGS N	1958.-	-0.2	+39.2
CS Group N	20.88	+0.5	-9.6	Swatch Group P	379.60	-1.3	+19.9
Geberit N	206.20	0.0	+23.8	Swiss Re N	64.05	+1.7	+46.2
Givaudan	906.50	-0.3	+26.1	Swisscom N	384.50	+0.6	+4.1
Holcim N	61.90	+0.9	+14.2	Syngenta N	353.-	-1.6	+47.8
Julius Baer N	32.79	-1.9	+7.4	Transocean N	42.53	-1.4	+2.6
Nestlé N	59.70	-0.2	+19.8	UBS N	11.87	+0.8	+13.0
Novartis N	58.05	-0.1	+14.6	Zurich Ins. N	238.10	-0.3	+27.3

*VAR = Variation par rapport à la veille **VAR = Variation sur un an

Valeurs romandes importantes

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
Addex	12.15	-2.0	+56.6	Kudelski	10.75	-3.6	+37.6
Advanced Digital	11.50	0.0	+19.2	Lem	475.-	-1.7	+25.3
APG SGA	180.50	0.0	+35.7	Logitech	8.61	-0.8	+14.0
BCGE	210.-	+1.0	+7.7	Pargesa	63.70	+0.6	+2.2
BCV	492.-	-0.1	+7.0	PubliGroupe	131.60	-1.8	+9.1
Bque E.Rothschild	16700.-	-0.6	-30.4	Romande Energie	1214.-	+1.2	-4.8
Bobst	29.35	+1.2	+58.6	Swissquote	29.05	0.0	-14.6
Co.Fin.Tradition	56.-	-1.4	-28.7	Temenos	14.20	-2.1	+15.4
Aevis	28.50	-1.7	+57.0	Vaudoise Assur.	276.-	-1.7	+12.7
Groupe Minoterie	480.-	0.0	+14.3	Vetropack	1661.-	-0.2	+11.0

*VAR = Variation par rapport à la veille **VAR = Variation sur un an

Métaux précieux

	ACHAT CHF/KG	VENTE CHF/KG	ACHAT USD/OZ	VENTE USD/OZ
Or	53377.-	53877.-	1779.-	1779.80
Ag	1039.-	1054.-	34.72	34.77
Vreneli		306.-	343.-	

Pétrole

	CLÔTURE	PRÉC.
Mazout 100L à 15° (prix indicatif)	108	107.9
Essence Litre (s/p 95)	1.88	1.88
Brent Brut en USD par baril	108.43	111.57

Devises

	ACHAT	VENTE
Euro	11780	12400
Dollar US	0.9065	0.9785
Livre Sterling	1.4700	1.5700
Dollar Canadien	0.9265	0.9885
100 Yens	11690	12510
100 Cour. suéd.	13.9200	14.8800
100 Cour. norvég.	15.9300	17.0700
100 Cour. dan.	15.6600	16.8400

Retrouvez la Bourse en direct sur www.24heures.ch/bourse

FINANZ und WIRTSCHAFT

Justice

Ex-dirigeants de Telekom Austria mis en examen

Un ancien PDG de Telekom Austria, Heinz Sundt, et deux autres ex-membres du comité de direction ont été mis en examen pour abus de confiance au sein de l'opérateur public autrichien en 2004, indique le Parquet de Vienne. La mise en examen concerne également un courtier, Johann Wanovits, et un ancien collaborateur de Telekom Austria.

ATS/AFP

Fin d'une dynastie



Le diamantaire anglo-américain De Beers a nommé hier à sa tête l'Américaine Cynthia Carroll, première présidente du groupe depuis la fin des années 1920 à ne pas appartenir à la famille Oppenheimer ou à son très proche entourage. Cynthia Carroll remplace ainsi Nicky Oppenheimer, démissionnaire en août. ATS/AFP

Lourde amende pour une société vaudoise

La Commission de la concurrence sanctionne Altinum à hauteur de 470 000 francs

La société vaudoise Altinum, anciennement Roger Guenet SA, a été sanctionnée par la Commission de la concurrence (COMCO) pour avoir fixé des prix de revente dans le domaine des articles de sport de montagne. L'importatrice générale écope d'une

amende de 470 000 francs. Altinum a fixé des prix de revente minimaux aux consommateurs pour les articles de sport de montagne de la marque Petzl (lampes frontales, harnais, casques, piolets). Procédé empêchant une véritable concurrence sur les prix entre revendeurs, estime la COMCO.

Son enquête a démontré que la concurrence a été affectée de manière notable au moins depuis 2006 et jusqu'à fin 2010. ATS

PUBLICITÉ



Filiale de Lausanne
Avenue du Vingt-Quatre Janvier 8
CH-1004 Lausanne +41 21 647 64 70 www.winkler.ch/fr

Winkler
Multi Media Events